L’économie algérienne est-elle viable ?

«L'Algérie n'est pas viable en cas de retrait des troupes françaises: son agriculture est minée par des abus de toutes sortes et elle a sept millions d'habitants en trop qui, si injuste que soit leur sort n'en vivent pas moins aux crochets de la métropole. Il n'y a pas de dignité possible pour un peuple réduit par son expansion démographique à une sorte de mendicité armée.»

Ces lignes adresses par A. P. à Noir & Rouge qui les publia dans son courrier du numéro 9 ont au moins la franchise d'exprimer une opinion fréquente jusque dans certains milieux anarchistes. Mis à part que cette opinion concourt au maintien de l'impérialisme français, elle repose sur une appréciation des faits qu'il convient de réexaminer.

L'Algérie pays pauvre?

L'Algérie est logée à le même enseigne que tous les pays méditerranéen ni plus ni moins. Les ressources physiques du Maghreb sont comparables à celles des autres péninsules: ibérique, italique, balkanique ou anatolienne. Les conditions de climat de relief et de sol sont semblables:

– Climat à tendance: étés secs, faibles pluies de printemps

– Relief surtout montagneux avec de petites plaines côtières

et des plateaux intérieurs.

– Sols montagneux ou médiocres: pauvres en humus, nus, délavés, décalcifiés ou à croutes.

Ce milieu est précisément celui qui vit éclore les civilisations antiques fondées sur le blé, la vigne, l'olivier et l'élevage.

Depuis, on a trouvé, de la Flandre à l'Ukraine et du Mississipi à l'Australie de bien meilleures terres pour les céréales ou l'élevage. Mais pour l'arboriculture et l'horticulture, la production de fruits et de légumes, les pays méditerranéens demeurent les plus favorisés. Avec un minimum d'irrigation il n'est pas de plus beaux jardins et vergers. Si la Californie est devenue l'une des plus riches contrées du monde, elle le doit à une utilisation méthodique de conditions analogues. D'ores et déjà, l'Algérie comme le reste du Maghreb dispose d'un incomparable clavier de cultures fruitières (vignes, abricotiers, figuiers, amandiers, oliviers, agrumes, dattiers) ou maraîchères (légumes primeurs ou tardifs). Et suivant les régions l'on trouve des terres propices aux céréales les plus diverses (orge, blé, maïs ou riz). S'il est évident que cette céréaliculture ne peut suffire que de façon partielle à la population, du moins l'excédent de fruits et légumes peut fournir une base appréciée d'échanges avec l'Europe.

Les ressources minières sont importantes en Algérie même (Fer de très bonne teneur de l'Ouenza et Benisaf, phosphates, plomb, zinc, antimoine...). Si l'on considère le Maroc et la Tunisie dont la séparation toute provisoire n'est due qu'à l'impérialisme, le Maghreb occupe une place de premier plan comme fournisseur de matières rares. Outre les

minéraux ci-dessus, il détient des réserves des minerais les plus indispensables à la métallurgie moderne (manganèse, Cobalt, molybdène, vanadium...)

Les ressources énergétiques quant à elles, bien que les conditions climatiques soient peu propices à l'hydroélectricité, ne manquent pas:

– La houille abondante: des confins algéro-marocains n'a jusqu'à ce jour intéressé personne car, loin de la mer, son exploitation massive impliquerait l'industrialisation du pays.

– Le pétrole récemment découvert dans le Nord du Sahara intéresse par contre beaucoup plus les grands rapaces internationaux. Mais il pourrait être un atout du développement du Maghreb encore plus important que le gaz et le pétrole l'ont été pour l'Italie.

L'Algérie sous-développée par la volonté du plus fort

L'Algérie a donc les bases d'une économie variée, cependant elle n'a pas d'industrie, son agriculture est mal orientée, et le chômage est massif. L'Algérie régie par le «pacte colonial» a, en effet, été réduite au rôle de fournisseur de matières premières agricoles ou minières. Le développement économique y fut restreint le plus possible: voies ferrées pour conduire les produits jusqu'à la mer et ports pour les embarquer. Pas d'industries, à part les transformations élémentaire (minoteries, huileries, savonneries, cimenteries). Pas la moindre métallurgie. Le minerai de fer sera traité en Angleterre. Quant au charbon il revient dans les ports moins cher

livré des U.S.A. qu'amené du Sud, tant les chemins de fer sont vétustes. Le régime de l'union douanière et du monopole de pavillon français fait de l'Algérie un débouché réservé à l'industrie française et annihile tout espoir d'industrialisation.

L'Algérie colonisée

Le régime colonial donne-t-il un plus grand essor à l'agriculture?

À côté des des 9 millions de Bérbéro-Arabes vivent 915000 Européens et 130000 juifs (assimilés administrativement aux européens). Plus du quart des Européens vit à Alger et à peu près autant à Oran plus Constantine. La grande majorité des Européens est citadine empoyée dans tous les services d'administration, de répression, de communications et transports (fonctionnaires, gendarmes, postiers, cheminots, dockers) dans les meilleurs postes de l'industrie. C'est une population accaparant surtout le secteur «tertiaire». Alors que 80% des Européens vivent en ville, plus de 80% des Arabo-Berbères vivent à la campagne. Les colons bien que constituant une toute petite minorité (25000 exploitants à côté de 532000 exploitants autochtones) détenaient 31,2% de la surface cultivable, 37,9% de la surface effectivement cultivée avec (en 1953) plus de 65% du total brut de de la production agricole algérienne (92 milliards de francs contre 48 milliards aux algériens).

La moyenne des exploitations européennes s'accroissait régulièrement tandis que leur nombre diminuait:

en

1929: 26153 exploitations avec 89,6 ha en moyenne en
1940: 25000 exploitations avec 108,8 ha en moyenne en
1951: 21650 exploitations avec 124,8 ha en moyenne

La simple comparaison des deux chiffres de 1951 montrent que les propriétés des colons sont en moyenne près de 10 fois plus grandes que celles des Algériens, ruine la légende des «petits colons et du gros caïd indigène»

En 1940, 80% des terres européenne, 2165000 ha, appartenait à moins de 6000 propriétaires. 5600 gros musulmans propriétaires de plus de 100 ha détenaient 20% des terres des musulmans. (1582000 ha).

Par contre 73,4% des musulmans détenait 24% des terres musulmanes, réparties en exploitations de moins de 10 ha, ils n'avaient en moyenne que 4,7 ha, alors que 20 ha sont reconnus comme nécessaires pour faire vivre une famille (10 ha en culture et 10 ha en jachère de pâture bisannuelle).

La mainmise des colons sur les meilleures terres algérienne s'est accomplie depuis la conquête par la confiscation juridique progressive de catégories toujours nouvelles: domaine du souverain, domaine public, domaine des chefs, des familles, ou tribus rebelles, «terres dont les occupants ne peuvent justifier propriété par un titre ou des travaux permanents (maison...)» Tout l'effort de la législation porta à «franciser» le régime de propriété, rendre accessibles, donc acquérables par les colons, les terres qui ne l'étaient pas: terres collectives des tribus (biens Arch), biens de main morte légués théoriquement aux fondations pieuses (biens Mabou). Chaque mesure de recensement

des terres servant en outres de prétexte à différents «déplacements» des tribus et répartition en lots familiaux inutilisables.

La vente par lots de colonisation fut un échec. La plupart des petits colons sans moyens, ni expérience, revendaient leurs lots aux grosses sociétés... quand ils ne mourraient pas sur place.

Des ouvriers de 1848, un sur 6 mourut dans l'année d'«installation», le tiers rentra en France, la moitié des survivants continua.

Des opposants au 2 décembre 1851, «fixés» dans la Mitidja, un sur cinq mourut dans l'année.

Moins d'un tiers des alsaciens-lorrains de 1871 conservait des concessions en 1899.

Les terres prises aux indigènes sont rapidement tombées dans les mains de gros colons (Bergeaud: 1990 ha en 3 proprietés dans la Mitidja, plus des intérêts ailleurs...) et de societés capitalistes (Cie Genevoise: 15000 ha dans la région de Sétif; Cie Algérienne 60000 ha...)

La colonisation en Algérie n'a pas amené la transformation de l'économie agricole traditionnelle mais la juxtaposition de deux agricultures étrangères l'une à l'autre. L'une de type pré-capitaliste inchangée depuis l'antiquité, correspondant à une structure tribale et familiale et ayant pour but de faire vivre. L'autre de type capitaliste très évolué, dépendant du crédit comme du marché et ayant pour but de rapporter des bénéfices.

Cette

agriculture capitaliste s'est développée à côté de l'agriculture de subsistance et à ses dépens, sans autre relation que le travail salarié des indigènes chez les colons, et surtout, sans valeur d'enseignement agronomique, car les colons, disposant de l'aide de gros capitaux bénéficiaient seuls d'une législation agraire, d'équipement, de transports, d'une recherche scientifique, d'une organisation du marché à leur avantage. Les indigènes avec peu de terres, sans moyens financiers pour acheter du matériel et sans éducation (80% d'illettrés) ne pouvaient «imiter» les européens.

Les colons, à coups d'investissements, se lancèrent dans les cultures riches, à haut rendement et à caractère spéculatif, destinées à l'exportation, sans tenir aucun compte des besoins du pays.

L'agriculture algérienne s'apparente ainsi plus à celle des pays coloniaux de plantation à minorité européenne (Afrique du Sud, Rhodésie, Kenya...) qu'à celle des régions pionnières d'Américlue par exemple, où sont pourtant employées les mêmes méthodes modernes (irrigation, dry-farming...) nais par un peuplement homogène.

Le scandale des culture spéculatives

Le scandale d'une viticulture tentaculaire, exclusive en des régions entières (grandes et petites propriétés) dans un pays où la coutume proscrit les boissons alcoolisées a été souvent dénoncé.

Malgré cela l'Algérie est devenue le troisième producteur de vin du monde et la vigne fournit 40 à 45% des exportations algériennes. Or, ce vin, non seulement n'est pas utile aux algériens mais il est utile à personne!

Car il est intégralement exporté en France.

La France, de loin premier producteur de vin (30% de la production mondiale, Italie 20%, autres pays: moins de 10% chacun), n'est pas le premier exportateur, à peine 5% des exportations mondiales – Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Tunisie même exportent plus: environ 7% chacun. Mais elle est – oh! Paradoxe – de très loin, elle aussi LE PREMIER IMPORTATEUR (70% des importations mondiales).

L'explication est simple: l'Algérie est – de très loin elle aussi – le premier exportateur (67% des exportations) et seule la France achète son vin.

Ainsi, un pays comme la France, où la surproduction de vin est notoirement endémique, incapable d'exporter, draine vers lui plus des 2/3 du trafic mondial du vin.

Le système colonial permet aux viticulteurs d'Algérie d'imbiber à bon compte la population française d'un alcool sans débouché sur le marché mondial.

De nombreux autres scandales sont dus aux spéculations capitalistes. L'Algérie qui, avant la colonisation française, exportait des grains et des peaux, exporte encore des céréales bien que sa population qui a quadruplé soit sous-alimentée. Et où vont ces exportations? En France, bien entendu, où

la surproduction de blé est menaçante. Il n'est pas jusqu'aux betteraves sucrières dont les colons aient entrepris la culture alors qu'en France elles sont un fléau dont en ne sait plus que faire. Qu'importe!

Vin, blé, Betteraves seront achetés par l'État aux frais des travailleurs francais et distillés pendant que les algériens meurent de faim devant leurs champs accaparés.

L'Algérie surpeuplée?

Avec un taux d'accroissoment de 2% (accroissement annuel de 200000 habitants pour une population de 10 millions) l'Algérie a une démographie des plus expansives du monde ACTUEL et qui l'amènerait à double population tous les 40 ans.

Reste à savoir si cette progression ne serait pas enrayée en Algérie comme elle le fut en d'autres, pays par l'industrialisation, l'élévation du niveau de vie ou l'émigration. Car les pays européens ont connu eux aussi un rythme comparable de progression. L'Angleterre d'abord puis les pays scandinaves, germaniques, slaves et méditerranéens ont eu faire face à ce problème.

Certes 300000 à 400000 algériens cherchent actuellement en France un travail qu'on leur refuse chez eux. La proportion est à tout prendre moindre que celle des Italiens par exemple, dont 19 millions (soit les 2/5 de la population actuelle), ont dû quitter définitivement leur pays depuis 80 ans. Aux dépens de quelle métropole l'Italie vit-elle aux crochets: Les États-Unis, la France, l'Argentine ou la Suisse, pays où l'on trouve le plus d'Italiens. Quels sont donc les peuples

qui
peuvent donner aux Algériens une leçon de dignité?
Ceux oui ont trouvé le monde ouvert à leur expansion
pacifique ou ceux qui ont bénéficié de la
conquête militaire? Ceux qui ont disposé d'une
industrialisation qui fut refusée à l'Algérie?

Quand
on dépouille des paysans de leurs terres et qu'on ne veut en
faire des ouvriers d'industrie, il n'y a pas à s'étonner
s'ils prennent les armes.

Quand
un minimum d'hygiène permet aux enfants de moins mourir en bas
âge, il faut qu'ils aient l'espoir de trouver un moyen de
vivre, sinon il est normal qu'ils veuillent conquérir le
travail et la dignité.

Éléments
d'une solution

À
vrai dire le problème algérien est mal posé.

D'abord
parce que l'Algérie n'existe pas: il y a un pays, le Maghreb,
dont l'impérialisme a fait trois morceaux: Maroc, Algérie,
Tunisie, au sort politique différent, mais sans en effacer la
similitude des caractères physiques et humains. Ensuite ses
problèmes (grosses propriétés, chômage
massif et sous-développement) le Maghreb les partage avec
l'ensemble des pays de la Méditerranée, avec le midi
italien comme avec l'Espagne, la Grèce ou les Balkans.

Les
remèdes sont clairs:

– Rénovation de l'agriculture: suppression des grandes propriétés, modernisation, spécialisation des cultures maraîchères et fruitières.

–

Industrialisation grâce surtout aux sources nouvelles d'énergie
(pétrole, gaz, énergie atomique) et transformation sur
place des nombreux minerais.

Reste
le choix des modalités

Les
grandes propriétés feront-elles place ce à une
foule de petits propriétaires (comme dans la réforme
des latifundi italiennes) ou seront-elles collectivisées?

La
collectivisation s'opèrera-t-elle au profit des paysans (comme
pendant la Révolution d'Espagne) ou d'une classe de
bureaucrates (comme dans les régimes «marxistes»)?

De
même l'industrialisation sera-t-elle menée au profit de
dirigeants étatiques ou du peuple?

L'avenir
répondra mais il dépend en partie de nous que ces
réponses soient réellement socialistes.

Paul
Rolland